République Française — Département du Gers

Elections Législatives du 18 Novembre 1962

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Citoyennes, Citoyens,

Il y a quatre ans, dans une euphorie quasi-générale que semblait justifier l'arrivée au pouvoir d'un général auréolé d'un indéniable prestige, le peuple de France élisait une majorité de parlementaires dont le programme se résumait en ceci : oui, maintenant et toujours à de Gaulle !

C'était gager imprudemment l'avenir. Pourtant, malgré quelques défections dues à la pénible et douloureuse affaire algérienne, le parti des « inconditionnels » s'est révélé, à l'usage, incapable d'autre chose qu'une plate et vile servitude envers le chef qu'il s'était donné.

La propagande officielle, sans frein ni loi, vient de réussir encore une fois le coup de l'intoxication et se propose sans nul doute d'amplifier son action. Il est à craindre désormais que descendu du rôle d'arbitre à celui de guide, le président de la République ne se transforme en partisan acharné.

Mais déjà la conscience populaire, enfin réveillée, s'apprête à réagir dans le choix du contre-poison.

Il faut reconnaître que durant ces quatre dernières années quelques résultats sérieux ont été obtenus, trop souvent chèrement payés, d'ailleurs, par les classes laborieuses. Les économiquement faibles, les anciens combattants, les salariés et tous les travailleurs en savent quelque chose.

Mais le pays attendait en vain du général de Gaulle ce qu'il avait solennellement promis : la réforme et l'assainissement des institutions permettant une loyale et efficace collaboration avec le Parlement, le respect de la règle constitutionnelle, le progrès social. En fait, l'établissement d'une République propre, sans compromissions, vouée au bien public sans distinction de rang ni de fortune.

Que reste-t-il de ces mirifiques promesses qui vous avaient séduits ?

Un peuple divisé et désemparé, une armée écœurée et révoltée, l'état de fait substitué à l'état de droit, un mépris absolu de la Constitution et des Conseils de juristes qui en sont les garants.

Devant une situation aussi grave, malgré son éclat factice, il faudra résoudre les problèmes nombreux et urgents qui se posent aujourd'hui dans tous les domaines.

Le douloureux problème algérien, brutalement tranché par le pouvoir sans le moindre sentiment généreux, a provoqué l'afflux en métropole d'une multitude de pauvres gens ayant tout perdu, meurtris dans leur dignité, dans leurs biens, dans l'abandon total de tout ce qui fut leur vie avec la présence de leurs morts. Il faut les accueillir fraternellement, s'imposer tous les sacrifices nécessaires pour les aider à s'incorporer dans la nation avec les droits et les devoirs de chacun de nous.

Il faudra reconsidérer le problème de la laïcité et combattre le systématique démantèlement de nos écoles de village, prévoir des locaux et des maîtres, permettre enfin définitivement l'accès des études supérieures aux enfants les plus doués, même et surtout s'ils appartiennent à de modestes familles. L'éclosion et la formation des élites, n'est-elle pas un devoir national ?

L'objection de l'insuffisance de crédits ne tient pas lorsqu'on sait que des centaines de milliards sont engloutis dans une ruineuse et vaine politique de prestige.

Une politique économique et sociale sérieuse doit répartir équitablement les profits et les charges et ne pas toujours faire porter le poids de la gêne et des vexations aux classes laborieuses. Il importe de réformer une fiscalité paralysante pour le commerce et l'artisanat par une généralisation du régime du forfait. Il faut enfin que se réalise l'extension de l'assurance maladie à toutes les catégories sociales encore non couvertes.

En matière de construction et de logement, la spéculation foncière doit être sévèrement réprimée, les lenteurs et les obstacles administratifs améliorés. Pourquoi aussi continuer d'accorder confiance à des groupes d'intérêts privés à la recherche de fructueuses opérations dont la nocivité a été trop souvent dévoilée par de retentissants scandales !

En politique étrangère nous œuvrerons pour la construction de l'Europe politique, pour la permanence de la France à l'O.N.U. où elle peut et doit faire entendre sa voix digne et généreuse, pour la consolidation de l'alliance atlantique.

Mais ce qui vous préoccupe, et cela est normal, c'est de connaître le sort qui vous est réservé dans notre département à forte dominante agricole.

Une partie de l'arrondissement est intéressée par les problèmes viticoles. Seul un organisme régulateur peut garantir un prix social du vin et des armagnacs. J'entends défendre les petits producteurs qui n'ont que leur vin de consommation et à qui l'on demande un arrachage immédiat des plants prohibés. Je soutiendrai les petits récoltants contre les mesures vexatoires du hors quantum et des prestations d'alcool vinique et m'opposerai à toutes les importations venant d'Afrique du Nord et d'Espagne. Afin de maintenir les cours des armagnacs nouveaux et rassis, les crédits de vieillissement affectés à la S.I.A. devront être considérablement augmentés. La flavescence dorée qui continue ses ravages doit être enfin reconnue comme calamité.

Les structures agricoles du Gers ne permettant pas dans l'immédiat de grandes spécialisations, il faut admettre que la polyculture restera la loi d'équilibre à préserver. Nous devrons défendre de la même façon les productions de blé, de maïs, de viande, de fruits, de vin et d'armagnac et obtenir des prix sociaux protégés par les offices et organismes régulateurs pour éviter l'étranglement progressif et systématique des petits exploitants.

Les prêts accordés aux jeunes sont d'une insuffisance notoire, les taxes sur les vins et la viande trop lourdes, les frais de transport scandaleusement augmentés. Le régime gaulliste s'en soucie fort peu et a besoin d'être virilement secoué.

L'agriculture gersoise ne peut être sauvée que par une politique de prix, de crédit, d'aménagement des structures, d'adduction d'eau, d'irrigation.

Une politique sociale cohérente et efficace (augmentation de la retraite des vieux - caisse contre les calamités) doit la sortir de l'ornière dans laquelle elle s'enlise depuis trop longtemps.

Il faut enfin arrêter l'exode rural par l'implantation d'industries légères ou alimentaires, offrir à une jeunesse désorientée le travail, le bien-être et de saines distractions.

Sachons donc nous unir et combattre pour que notre Gers ne devienne pas un désert pendant que notre argent part en investissements dans une multitude de pays sans cesse quémandeurs.

Pour mener à bien toutes ces tâches qui restent le souci permanent des socialistes, il faudra la continuité dans l'effort, un travail sérieux et conforme aux promesses trop souvent prononcées du bout des lèvres ! Il faudra que la volonté d'aboutir prenne définitivement le pas sur les dégradantes pirouettes et les mesquines et machiavéliques combinaisons de couloirs !

Avec l'instinct des rats qui abandonnent le navire en perdition, certains parlementaires dont la seule préoccupation est de flairer le vent favorable, ne sont plus les thuriféraires du pouvoir actuel. Leurs clameurs indignées du moment ne sauraient faire oublier, hélas pour eux, leurs actes et leurs votes.

Mon parti m'a fait le grand honneur de me désigner pour la lutte dure mais exaltante qui s'amorce et dans laquelle je veux jeter toutes mes forces d'ardent et intraitable républicain. Mon suppléant, le docteur Duthil, fervent démocrate, estimé de tous, m'apportera dans la bataille l'appui de son amitié et de ses juvéniles et généreuses convictions.

Il y a tant de choses à faire, tant d'erreurs et d'injustices sociales à réparer, tant d'infortunes et de misères dont personne ne se soucie en haut lieu.

Aussi, vous avez l'impérieux devoir de déléguer au Parlement des représentants humains, dévoués, désintéressés et politiquement propres et honnêtes. Une œuvre de rénovation et d'assainissement politique s'impose de toute urgence dans le pays et particulièrement dans notre département.

La propagande officielle n'apporte son appui qu'aux siens, avec l'argent de nous tous. Les moyens réduits de notre parti ne nous permettront pas de rendre visite à tous ceux que nous aurions voulu saluer. Qu'ils nous en excusent à l'avance.

Mais vous détenez, par vos bulletins, le destin de la démocratie qui doit être débarrassée à jamais des miasmes qui l'enlaidissent et la souillent. Vous voterez en toute conscience, en toute sérénité pour une vraie République fraternelle, libérale et sociale. J'ai confiance en votre verdict !

VIGNAUX Paul

Conseiller Général

Maire de Lombez

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

REMPLAÇANT ÉVENTUEL

DUTILH Edmond

Médecin

Conseiller Général de Miélan

Imprimerie Moderne - Auch